

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

**DIRECTION de la REGLEMENTATION
des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT**

**Bureau de l'Environnement
et de la Concertation Locale**

LE PREFET DE SAONE-et-LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Autorisation d'exploiter une carrière sur la
commune de Chagny

**Société TERREAL
15 rue Pagès
92150 SURESNES**

N° 08-4631

- Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;
- Vu la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive modifiée par la loi n° 2003-707 du 1^{er} août 2003 ;
- Vu le schéma départemental des carrières de Saône-et-Loire approuvé le 29 mai 2001 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2003 autorisant la société ST GOBAIN TERREAL à exploiter une carrière d'argile pour une durée de 30 ans sur le territoire de la commune de Chagny au lieu-dit «Les Bois de Vittaud» sur une superficie de 71ha 25a 34ca ;
- Vu la demande présentée le 16 mai 2007 par la société TERREAL dont le siège social est situé 15 rue Pagès, 92150 SURESNES en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter (renouvellement et extension) une carrière d'argile sur le territoire de la commune de Chagny ;
- Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;
- Vu l'étude complémentaire relative aux amphibiens fournie par l'exploitant le 31 janvier 2008 ;
- Vu la décision en date du 12 septembre 2007 du président du tribunal administratif de DIJON portant désignation du commissaire – enquêteur ;
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 2 octobre 2007 ordonnant l'organisation d'une enquête publique ;
- Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;
- Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;
- Vu le rapport et les propositions en date du 8 août 2008 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis en date du 5 septembre 2008 de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites – Formation Carrières – au cours de laquelle le demandeur a été entendu ;

Vu le courrier du 12 septembre 2008 du demandeur ne formulant pas d'observations sur le projet d'arrêté porté à sa connaissance ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les moyens et dispositions prévus par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation, ainsi que la prise en compte des observations formulées par les services lors de leur consultation et des propositions faites au commissaire enquêteur au cours de l'enquête publique, sont de nature à limiter l'impact du projet sur l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

TITRE 1 -PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

Chapitre 1.1 -Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1.1 -Exploitant titulaire de l'autorisation

La société TERREAL dont le siège social est situé 13/17 rue Pagès, 92150 SURESNES est autorisée sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Chagny, au lieu-dit « Les Bois de Vittaud », une carrière d'argile répondant aux caractéristiques établies à l'article 1.2.1.

Article 1.1.2 -Abrogation des actes administratifs antérieurs

Les prescriptions du présent arrêté, à leur date d'effet, se substituent aux dispositions imposées par l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2003 valant autorisation d'exploiter une carrière.

Chapitre 1.2 -Nature des installations

Article 1.2.1 -Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
2510.1	Autorisation	Exploitation de carrière	Tonnage d'argile annuel moyen extrait : 300 000 t Tonnage d'argile annuel maximum extrait : 450 000 t
2517	Déclaration	Station de transit de produits minéraux solides	Stockage des déchets de tuiles issus des usines de Chagny et utilisées pour la réfection des pistes de la carrière et pour la remise en état : 60 000 m ³

Article 1.2.2 -Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les commune, parcelles et lieu-dit suivants (cf plan en annexe) :

Parcelles demandées en renouvellement :

Situation	Section	N° parcelles	Surface autorisée (en m²)
Les Bois de Vittaud	AZ	52	54 148
		53	41 005
		54	40 854
		55	39 800
		56	39 104
		57	39 190
		58	38 637
		59	45 111
		60	38 250
		61	42 461
		62pp	36 120
		63pp	20 684

Parcelles demandées en extension :

Situation	Section	N° parcelles	Surface autorisée (en m²)
Les Bois de Vittaud	AZ	66	42 461
		67	41 359
		68	42 052
		69	42 771
		170	21 901
		172	18 357

(pp) :pour partie

L'emprise de l'autorisation couvre une surface de 68ha 42a 65ca dont 20ha 89a 01ca en extension. La surface autorisée inclut les zones de protection définies au chapitre 1.5, elle correspond à la surface à remettre en état.

Article 1.2.3 -Phasages

L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 6 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation (cf annexe) et conformément au tableau suivant :

Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface mise en exploitation (m²)	Dont renouvellement	Dont extension	Volume à extraire (m³)
1	2009	99 550	85 200	14 350	160 000
2	2014	160 850	112 800	48 050	1 250 000
3	2019	68 476	0	68 476	1 250 000
4	2024	68 476	0	68 476	1 250 000
5	2029	82 000	82 000	0	1 250 000
6	2034	174 064	174 064	0	1 250 000
	Total	653 415	454 064	199 351	6 410 000

Chapitre 1.3 -Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Chapitre 1.4 -Capacité de production et durée de l'autorisation

Article 1.4.1 -Durée de l'autorisation

En application de l'article R512.53 du code de l'environnement, la présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 30 années à compter de la date de notification du présent arrêté. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site (cf. article 1.7.5). L'extraction de matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée 12 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

Article 1.4.2 -Capacité de production

La production brute maximale annuelle de matériaux extraits est de 450 000 tonnes.

Chapitre 1.5 - Périmètre d'éloignement

Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

L'exploitation du gisement, à son niveau le plus bas, est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Chapitre 1.6 -Garanties financières

Article 1.6.1 -Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1.2 de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site.

Article 1.6.2 -Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est indiqué dans le tableau ci-dessous pour chaque phase :

Périodes considérées	Montants (en euros TTC)
Phase 1	553 138
Phase 2	561 979
Phase 3	408 085
Phase 4	508 379
Phase 5	584 005
Phase 6	612 462

Les montants ci-dessus ont été déterminés avec un indice TP01 égal à 610,9 correspondant au mois de mars de l'année 2008.

Le montant des garanties financières inscrit dans le tableau ci-dessus correspond au montant de référence qu'il convient de réactualiser selon les prescriptions de l'article 1.6.4.

Article 1.6.3 -Etablissement des garanties financières

L'exploitant adresse au préfet, en même temps que la déclaration de début des travaux prévue à l'article R512.44 du code de l'environnement, le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié.

Article 1.6.4 -Renouvellement et actualisation des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins trois mois avant la date d'échéance de l'acte de cautionnement.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes définies par l'arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié.

Compte tenu de l'évolution de l'indice TP01, le montant des garanties financières est actualisé au moins tous les cinq ans.

L'actualisation du montant des garanties financières interviendra au début d'une nouvelle période quinquennale telle que définie à l'article 1.6.2. Ce montant est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004.

L'actualisation des garanties financières doit être faite à l'initiative de l'exploitant.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du coût de la remise en état nécessite une augmentation du montant des garanties financières.

Article 1.6.5 -Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514-1 de ce code. Conformément à l'article L.514-3 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 1.6.6 -Appel des garanties financières

Le préfet fait appel à l'organisme de caution solidaire ayant fourni l'attestation de garanties financières:

- soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après que la mesure de consignation prévue à l'article L514-1 du code de l'environnement ait été rendue exécutoire ;
- soit en cas de disparition physique ou juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

Article 1.6.7 -Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue par les articles R512.74 à R512.77 du code de l'environnement, par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

Chapitre 1.7 -Modifications et cessation d'activité

Article 1.7.1 -Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.7.2 -Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.7.3 -Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement (parcelles non visées à l'article 1.2.2) des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

Article 1.7.4 -Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant des installations visées au présent arrêté est soumis à autorisation préfectorale préalable.

Conformément aux dispositions de l'article R516.1 du code de l'environnement, le nouvel exploitant doit adresser au préfet un dossier de demande d'autorisation de changement d'exploitant comprenant notamment :

- une demande signée conjointement par le cédant et le nouvel exploitant,
- les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant,
- la constitution des garanties financières par le nouvel exploitant,
- l'attestation du nouvel exploitant du droit de propriété ou d'utilisation des terrains, y compris le maintien de façon permanente des accès aux parcelles privées enclavées.

Article 1.7.5 -Cessation d'activité

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Au moins 6 mois avant la date de l'arrêt définitif ou la date d'expiration de l'autorisation, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt et procède aux démarches prévues aux articles R512.74 à R512.77 du code de l'environnement.

L'exploitant peut déclarer, dans les mêmes conditions que celles précisées ci avant, l'arrêt définitif d'une partie significative de son site autorisé lorsqu'il y procède à la remise en état définitive des lieux.

Chapitre 1.8 -Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif :

- par le demandeur ou l'exploitant dans le délai de 2 mois à dater de sa notification,
- par les tiers dans le délai de 6 mois à dater de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation visée à l'article 2.1.6.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Chapitre 1.9 -Arrêtés, circulaires, instructions applicables

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
09/02/04	Arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
22/09/94	Arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.

Chapitre 1.10 -Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

TITRE 2 -GESTION DE L'ETABLISSEMENT

Chapitre 2.1 -Aménagements préliminaires

Article 2.1.1 -Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leur caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Article 2.1.2 -Bornage

L'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation carrière.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue par les articles R512.74 à R512.77 du code de l'environnement.

Article 2.1.3 -Information du public

L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence et la date de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Des panneaux de signalisation doivent être implantés aux endroits appropriés, notamment de part et d'autre de(s) l'accès au site.

Article 2.1.4 -Clôture et barrières

Toute zone dangereuse (travaux préliminaires, extraction, remise en état, bassin ...) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi (barrière) qu'avec une intention

délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.

Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le(s) chemin(s) d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.

Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont munies de panneaux signalant leur caractère potentiellement dangereux (risques de noyade).

Article 2.1.5 -Accès à la voirie

Le débouché des voies de desserte de la carrière sur la voirie publique doit être signalé et ne pas créer de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

L'exploitant prend toute disposition pour limiter l'épandage de boue ou de matériaux sur la voirie publique.

L'accès au site doit se faire obligatoirement par la nouvelle voie rejoignant l'ex RN6.

Article 2.1.6 -Déclaration de début d'exploitation

Avant d'engager les travaux d'exploitation, l'exploitant est tenu d'adresser au préfet, en trois exemplaires, la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article R512.44 du code de l'environnement. Cette déclaration doit attester de la réalisation des aménagements imposés aux articles 2.1.2 à 2.1.5 ci-avant, elle doit être accompagnée de l'attestation de constitution des garanties financières telles que prescrites à l'article 1.6.3.

Un avis annonçant le dépôt de la déclaration de début d'exploitation sera publié aux frais de l'exploitant par les soins du préfet dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Chapitre 2.2 -Conduite de l'exploitation

Article 2.2.1 -Défrichement

Les opérations de déboisement et de défrichement sont menées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 janvier 1994 et des arrêtés préfectoraux d'autorisation de défrichement du 4 février 2002 et 21 décembre 2007.

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

Le défrichement ne doit pas avoir lieu pendant la période de nidification des oiseaux et de reproduction des petits mammifères.

L'extrémité Sud des parcelles AZ67, 68 et 172, recoupée par un espace boisé classé ne sera ni défrichée, ni exploitée.

Article 2.2.2 -Patrimoine Archéologique

Article 2.2.2.1 -Déclaration

En application de la réglementation sur les fouilles archéologiques et des textes concernant la protection du patrimoine archéologique, l'exploitant doit signaler sans délai au service régional

d'archéologie (39 rue Vannerie 21000 DIJON) toute découverte archéologique faite fortuitement lors des travaux d'exploitation et prend toutes mesures nécessaires à la conservation des vestiges mis à jour jusqu'à l'arrivée d'un archéologue mandaté par le service régional d'archéologie.

Article 2.2.2.2 -Diagnostic archéologique

Conformément à la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée relative à l'archéologie préventive, et au décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 pris pour son application, lorsque le préfet de Région a formulé ou fait connaître son intention de formuler des prescriptions d'archéologie préventive, la réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable de ces prescriptions.

Article 2.2.3 -Méthode d'exploitation

La végétation existante est maintenue autant que faire se peut sur les délaissés énumérés au chapitre 1.5.

Article 2.2.3.1 -Technique de décapage

Le décapage des terrains superficiels doit être progressif à l'avancement des travaux d'extraction et limité aux stricts besoins.

Il est réalisé de manière sélective de façon à séparer les terres végétales des stériles. Le stockage des terres ne doit pas se faire sur une hauteur supérieure à 2 m de telle manière qu'elles conservent leur qualité de support pour la végétation.

Les terres et stériles doivent être stockés séparément, ils sont destinés à la remise en état des lieux. Aucune autre destination ne peut être donnée aux matériaux de découverte de la carrière.

Article 2.2.3.2 -Epaisseur d'extraction

L'extraction d'argile concerne les horizons géologiques sur une épaisseur maximale de 40 m.

En aucun cas, l'extraction n'aura lieu en dessous de la cote de 180m NGF.

Article 2.2.3.3 -Méthode d'exploitation

Le principe d'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert avec remise en état des surfaces exploitées de façon coordonnée à l'avancement.

Les matériaux extraits lors du décapage sont utilisés pour la remise en état des terrains exploités précédemment, une partie peut être stockée provisoirement sous forme de merlons en bordure de zone exploitable.

L'extraction des matériaux est réalisée à l'aide d'engins mécaniques.

Le gisement est exploité, sans utilisation d'explosifs, en 1 gradin de 8m de hauteur maximum, en direction du Sud sur la zone Sud-Ouest et en 5 gradins de 8m de hauteur maximum, en direction de l'Est sur la zone Est. La largeur des banquettes sera de 5m minimum.

Les travaux d'exploitation progressent conformément au plan de phasage en annexe.

Article 2.2.3.4 -Stockage des matériaux

Le stockage des matériaux et des stériles se fait conformément aux emplacements prévus dans le dossier.

Article 2.2.3.5 -Evacuation et destination des matériaux

Les matériaux extraits sont évacués pour utilisation vers la tuilerie voisine ou la tuilerie située à Chagny (rue Léon Saccard) conformément aux itinéraires définis dans le dossier de demande d'autorisation et aux dispositions de l'article 2.1.5.

L'évacuation des matériaux par la route ne peut être réalisée que les jours ouvrables (dimanches et jours fériés exclus) entre 7h et 19h.

L'exploitant veille au respect du chargement des véhicules sortant du site.

Article 2.2.4 -Dispositions relatives à la protection des batraciens

Les préconisations émises par la Société d'Histoire Naturelle d'Autun (dossier complémentaire fourni par la société TERREAL le 31 janvier 2008) doivent être respectées et mises en place pour l'exploitation de la carrière.

L'exploitant doit également respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 19 novembre 2007 fixant la liste des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection, ou les dispositions qui seraient définies par le préfet dans la cadre de la dérogation prévue à l'article 6 dudit arrêté.

Consignes d'exploitation : les consignes d'exploitation de la carrière doivent comporter explicitement les mesures prises pour :

- identifier avant le début d'exploitation puis selon une périodicité adaptée, les espèces animales ou végétales protégées présentes sur le site,
- porter à la connaissance des personnes présentes sur le site, les prescriptions réglementaires relatives à la protection de ces espèces,
- respecter et prendre en compte les recommandations issues de l'étude réalisée par la Société d'Histoire Naturelle d'Autun (voir ci-dessus).

Chapitre 2.3 -Intégration dans le paysage

Article 2.3.1 -Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

Article 2.3.2 -Aménagements

Dans la partie longeant la voie communale n° 5, une bande boisée de 30 m de largeur sera conservée entre la limite du périmètre sollicité et la carrière.

Chapitre 2.4 -Plan d'évolution

L'exploitant doit tenir à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière. Sur ce plan doivent être reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 50 m,
- les positions des fronts,
- les cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- les installations fixes de toute nature (basculles, locaux...),
- les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte,
- les bornes.

Ce plan, mis à jour annuellement, doit être transmis tous les 5 ans à l'inspecteur des installations classées à chaque renouvellement ou actualisation des garanties financières.

Chapitre 2.5 -Remise en état du site

Article 2.5.1 -Principes

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Il doit notifier l'achèvement de chaque phase de remise en état à la DRIRE et justifier de la qualité de la remise en état à l'aide de documents probants (plans, photographies...).

En cas d'inobservation des obligations de remises en état, toute nouvelle autorisation d'exploitation peut être refusée.

La remise en état définitive du site affecté par l'exploitation du périmètre autorisé doit être achevée 3 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation.

Article 2.5.2 -Modalités de remise en état définitive du site

Les dispositions suivantes devront notamment être prises :

- zone est : réalisation d'un plan d'eau avec des fronts résiduels talutés à 30°. Les bords de l'excavation seront reboisés, les berges du plan d'eau seront talutées en pente douce afin de permettre la reproduction des batraciens,
- zone sud-ouest : réalisation d'une prairie avec des fronts résiduels talutés à 30°. Dans le cas où le site serait abandonné au terme de la période de 30 ans, la zone sud-ouest sera reboisée avec des essences locales,
- zone centrale (parcelle 61) : conservation des bassins de décantation afin de constituer des lieux de reproduction et de ponte pour les batraciens.

Article 2.5.3 -Remblayage

L'apport de matériaux extérieurs pour la remise en état est interdit à l'exception des déchets de tuiles issus des usines de Chagny appartenant à la même société :

- tuiles cuites : utilisation pour la réfection des pistes de la carrière,
- tuiles non cuites : utilisation pour la remise en état (remblayage et talutage).

Article 2.5.4 -Notification de remise en état

La conformité des travaux de remise en état est constatée par procès-verbal de récolement établi par l'inspection des installations classées. Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue un délit conformément aux dispositions de l'article L.514-11 du code de l'environnement.

Chapitre 2.6 -Réserves de produits ou matières consommables

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement.

Chapitre 2.7 -Incidents ou accidents

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Chapitre 2.8 -Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant toute la durée de l'autorisation.

TITRE 3 -PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Chapitre 3.1 -Conception des installations

Article 3.1.1 -Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et de la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

Article 3.1.2 -Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- par la limitation de la vitesse de circulation des camions et engins,
- les véhicules doivent être conformes aux normes réglementaires de construction,
- les chemins et voies d'accès doivent être régulièrement entretenus,
- la mise en place d'un système d'arrosage des pistes en période sèche, excepté si la commune est couverte par un arrêté préfectoral relatif à la sécheresse.

TITRE 4 -PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Chapitre 4.1 -Prélèvements et consommations d'eau

Il n'y a pas de prélèvement d'eau dans le milieu naturel.

Chapitre 4.2 -Ravitaillement et entretien des engins

Les opérations d'entretien et de ravitaillement des engins ne sont pas autorisées sur le site de la carrière.

Chapitre 4.3 -Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

Article 4.3.1 -Valeurs limites d'émission des eaux au milieu naturel

L'exploitant est tenu de respecter, pour ses eaux rejetées au milieu naturel, les valeurs limites en concentration ci- dessous définies :

Paramètres	Concentrations maximale (mg/l)
MEST	35
DCO	125
Hydrocarbures totaux	5

L'analyse est faite selon les normes en vigueur.

Ces eaux doivent par ailleurs avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5.

Article 4.3.2 -Eaux sanitaires

Les eaux sanitaires sont collectées, traitées et évacuées selon le code des collectivités locales.

Article 4.3.3 -Eaux pluviales

Les eaux de ruissellement s'écoulant sur la carrière doivent être collectées et traitées dans des bassins de décantation avant rejet dans le milieu naturel. Les bassins de décantation doivent être maintenus en bon état et faire l'objet d'un curage périodique.

Afin d'empêcher les eaux de ruissellement extérieures de pénétrer sur le site d'exploitation, il est réalisé un système de drainage adapté des eaux autour de l'exploitation.

TITRE 5 -DECHETS

Chapitre 5.1 -Principes de gestion

Article 5.1.1 -Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

Article 5.1.2 -Traitement et élimination des déchets

Les différentes catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les justificatifs de ces éliminations et valorisations sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que les déchets (ferrailles, pneumatiques, pièces d'usure...) sont évacués.

TITRE 6 -PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Chapitre 6.1 -Dispositions générales

Article 6.1.1 -Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Article 6.1.2 -Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

Article 6.1.3 -Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 6.1.4 -Horaires de fonctionnement

L'exploitation doit se dérouler uniquement les jours ouvrables (dimanches et jours fériés exclus) de 7h à 19h.

Chapitre 6.2 -Niveaux acoustiques

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 sont applicables.

Article 6.2.1 -Valeurs limites d'émergence

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible
Supérieur à 35 dB(A) mais inférieur à 45 dB(A)	6 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)

Article 6.2.2 -Niveaux limites de bruit

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR allant de 7h à 19h, (sauf dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	65 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.

TITRE 7 -PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Chapitre 7.1 -Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées.

Chapitre 7.2 -Accès et circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Chapitre 7.3 -Prévention des pollutions accidentelles

Un kit de première intervention est disponible sur la carrière en cas de pollution accidentelle par les hydrocarbures.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terres souillées sont immédiatement excavées et évacuées vers un centre de traitement agréé.

Chapitre 7.4 -Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Article 7.4.1 -Définition générale des moyens

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci.

Article 7.4.2 -Entretien des moyens d'intervention

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Ces matériels sont vérifiés au moins une fois l'an.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 7.4.3 -Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Article 7.4.4 -Consignes générales d'intervention

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Article 7.4.5 -Moyens de secours extérieurs

L'exploitant doit indiquer à l'entrée du site, sur une plaque inaltérable, le point d'eau normalisé le plus proche (adresse, distance, caractéristiques du point d'eau).

Article 7.4.6 -Documents

L'exploitant doit transmettre les plans suivants (format A3) à M. le chef du groupement, centre d'incendie et de secours de Chalon, 4 rue Raoul Ponchon, 71100 Chalon sur Saône, en vue de permettre à ce dernier d'élaborer un plan d'établissement répertorié :

- le plan de masse,
- le plan de situation,
- les plans détaillés par zone.

TITRE 8 -SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

Chapitre 8.1 -Programme d'auto surveillance

Les articles suivants définissent le contenu minimum du programme d'autosurveillance en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

Chapitre 8.2 -Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance

Article 8.2.1 -Auto surveillance des eaux

L'exploitant fait réaliser, à fréquence annuelle, en sortie de chaque émissaire des bassins de décantation prévu au chapitre 4.3, des mesures de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel. Ces analyses, effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, doivent permettre de vérifier le respect des dispositions de l'article 4.3.1. Les résultats de ces analyses sont tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 8.2.2 -Auto surveillance des niveaux sonores

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée sous un délai de 6 mois puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié. Cette mesure doit être réalisée en période d'exploitation et dans des conditions représentatives de l'activité.

Chapitre 8.3 -Suivi, interprétation et diffusion des résultats

L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise en application du chapitre 8.2, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Les rapports correspondants sont tenus à la disposition permanente de l'Inspecteur des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Chapitre 8.4 -Contrôles

L'inspecteur des installations classées peut procéder ou faire procéder à des prélèvements, analyses et mesures des eaux rejetées de toute nature, des émissions à l'atmosphère, des déchets ou des sols, ainsi qu'au contrôle du niveau sonore et à des mesures de vibrations.

Les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

TITRE 9 -DISPOSITIONS EXECUTOIRES

Chapitre 9.1 -Adaptation des prescriptions

L'administration se réserve la faculté de fixer ultérieurement des prescriptions complémentaires que le fonctionnement ou la transformation de cette installation rendrait nécessaire pour la protection de l'environnement et ce, sans que le titulaire puisse prétendre de ce chef à une indemnité ou à un dédommagement quelconque.

Chapitre 9.2 -Inspection

Le titulaire de la présente autorisation devra se soumettre à la visite de son site par l'inspection des installations classées, par tous les agents commis à cet effet par l'administration préfectorale en vue d'y faire les constatations qu'ils jugeront nécessaires.

Chapitre 9.3 -Publication

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée doit être affiché dans la mairie de Chagny pendant une durée minimale d'un mois avec mention de la possibilité de consulter sur place pour les tiers, le texte des prescriptions.

Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité doit être dressé par les soins de M. le maire de Chagny.

Un avis doit être inséré, par mes soins et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

Chapitre 9.4 -Exécution

- Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire
- M. le sous-préfet chargé de l'arrondissement de Chalon-sur-Saône
- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la région Bourgogne
- M. le maire de Chagny

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

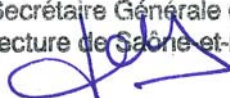
- Mme la directrice départementale de l'agriculture et de la forêt
- Mme la directrice départementale de l'équipement
- M. le directeur de l'office national des forêts
- M. le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine
- Mme la directrice régionale de l'environnement
- Mme la directrice régionale des affaires culturelles
- Mme la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales
- M. le président du conseil général
- M. le directeur départemental des services incendie et secours
- M. le chef du bureau de la défense et de la sécurité civile
- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la région Bourgogne
- M. le maire de Chagny
- au pétitionnaire.

Fait à Macon, le 19 septembre 2008

Le Préfet

Pour le Préfet,

La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire



Marie-Françoise LECAILLON

SOMMAIRE

TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES	2
CHAPITRE 1.1 - BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION	2
Article 1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation	2
Article 1.1.2 - Abrogation des actes administratifs antérieurs.....	2
CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS	2
Article 1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées	2
Article 1.2.2 - Situation de l'établissement.....	2
Article 1.2.3 - Phasages.....	3
CHAPITRE 1.3 - CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION	3
CHAPITRE 1.4 - CAPACITE DE PRODUCTION ET DUREE DE L'AUTORISATION	3
Article 1.4.1 - Durée de l'autorisation.....	3
Article 1.4.2 - Capacité de production.....	4
CHAPITRE 1.5 - PERIMETRE D'ELOIGNEMENT	4
CHAPITRE 1.6 - GARANTIES FINANCIERES	4
Article 1.6.1 - Objet des garanties financières	4
Article 1.6.2 - Montant des garanties financières.....	4
Article 1.6.3 - Etablissement des garanties financières	4
Article 1.6.4 - Renouvellement et actualisation des garanties financières.....	5
Article 1.6.5 - Absence de garanties financières	5
Article 1.6.6 - Appel des garanties financières	5
Article 1.6.7 - Levée de l'obligation de garanties financières.....	5
CHAPITRE 1.7 - MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE	5
Article 1.7.1 - Porter à connaissance.....	5
Article 1.7.2 - Equipements abandonnés.....	6
Article 1.7.3 - Transfert sur un autre emplacement	6
Article 1.7.4 - Changement d'exploitant.....	6
Article 1.7.5 - Cessation d'activité.....	6
CHAPITRE 1.8 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS	6
CHAPITRE 1.9 - ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES	6
CHAPITRE 1.10 - RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS	7
TITRE 2 - GESTION DE L'ETABLISSEMENT.....	7
CHAPITRE 2.1 - AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES	7
Article 2.1.1 - Objectifs généraux.....	7
Article 2.1.2 - Bornage	7
Article 2.1.3 - Information du public	7
Article 2.1.4 - Clôture et barrières.....	7
Article 2.1.5 - Accès à la voirie	8
Article 2.1.6 - Déclaration de début d'exploitation	8
CHAPITRE 2.2 - CONDUITE DE L'EXPLOITATION	8
Article 2.2.1 - Défrichement	8
Article 2.2.2 - Patrimoine Archéologique	8
Article 2.2.2.1 - Déclaration.....	8
Article 2.2.2.2 - Diagnostic archéologique.....	9
Article 2.2.3 - Méthode d'exploitation.....	9
Article 2.2.3.1 - Technique de décapage	9
Article 2.2.3.2 - Epaisseur d'extraction.....	9
Article 2.2.3.3 - Méthode d'exploitation	9
Article 2.2.3.4 - Stockage des matériaux	9
Article 2.2.3.5 - Evacuation et destination des matériaux	9
Article 2.2.4 - Dispositions relatives à la protection des batraciens.....	10
CHAPITRE 2.3 - INTEGRATION DANS LE PAYSAGE	10
Article 2.3.1 - Propreté	10
Article 2.3.2 - Aménagements	10
CHAPITRE 2.4 - PLAN D'EVOLUTION.....	10
CHAPITRE 2.5 - REMISE EN ETAT DU SITE	11
Article 2.5.1 - Principes.....	11
Article 2.5.2 - Modalités de remise en état définitive du site.....	11

Article 2.5.3 - Remblayage	11
Article 2.5.4 - Notification de remise en état	11
CHAPITRE 2.6 - RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES	11
CHAPITRE 2.7 - INCIDENTS OU ACCIDENTS	11
CHAPITRE 2.8 - DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION	12
TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE	12
CHAPITRE 3.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS	12
Article 3.1.1 - Dispositions générales	12
Article 3.1.2 - Voies de circulation	12
TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES	12
CHAPITRE 4.1 - PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	12
CHAPITRE 4.2 - RAVITAILLEMENT ET ENTRETIEN DES ENGIN.....	12
CHAPITRE 4.3 - TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....	13
Article 4.3.1 - Valeurs limites d'émission des eaux au milieu naturel	13
Article 4.3.2 - Eaux sanitaires	13
Article 4.3.3 - Eaux pluviales	13
TITRE 5 - DECHETS	13
CHAPITRE 5.1 - PRINCIPES DE GESTION	13
Article 5.1.1 - Limitation de la production de déchets	13
Article 5.1.2 - Traitement et élimination des déchets.....	13
TITRE 6 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS	13
CHAPITRE 6.1 - DISPOSITIONS GENERALES	13
Article 6.1.1 - Aménagements	13
Article 6.1.2 - Véhicules et engins	14
Article 6.1.3 - Appareils de communication	14
Article 6.1.4 - Horaires de fonctionnement	14
CHAPITRE 6.2 - NIVEAUX ACOUSTIQUES	14
Article 6.2.1 - Valeurs limites d'émergence	14
Article 6.2.2 - Niveaux limites de bruit	14
TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES	14
CHAPITRE 7.1 - PRINCIPES DIRECTEURS	14
CHAPITRE 7.2 - ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT	15
CHAPITRE 7.3 - PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	15
CHAPITRE 7.4 - MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS	15
Article 7.4.1 - Définition générale des moyens	15
Article 7.4.2 - Entretien des moyens d'intervention	15
Article 7.4.3 - Consignes de sécurité	15
Article 7.4.4 - Consignes générales d'intervention.....	15
Article 7.4.5 - Moyens de secours extérieurs.....	15
Article 7.4.6 - Documents	16
TITRE 8 - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....	16
CHAPITRE 8.1 - PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE	16
CHAPITRE 8.2 - MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE.....	16
Article 8.2.1 - Auto surveillance des eaux.....	16
Article 8.2.2 - Auto surveillance des niveaux sonores	16
CHAPITRE 8.3 - SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS.....	16
CHAPITRE 8.4 - CONTROLES	16
TITRE 9 - DISPOSITIONS EXECUTOIRES	17
CHAPITRE 9.1 - ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS.....	17
CHAPITRE 9.2 - INSPECTION	17
CHAPITRE 9.3 - PUBLICATION	17
CHAPITRE 9.4 - EXECUTION	17

ANNEXES :

- 1 - PLAN PARCELLAIRE
- 2 - PLAN DE PHASAGE
- 3 - PLAN D'ETAT FINAL

ANNEXE 1

Vu pour être annexé à
notre arrêté en date de ce jour
Mâcon, le 19 SEP. 2008
Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau délégué,

Paul ROUSSET

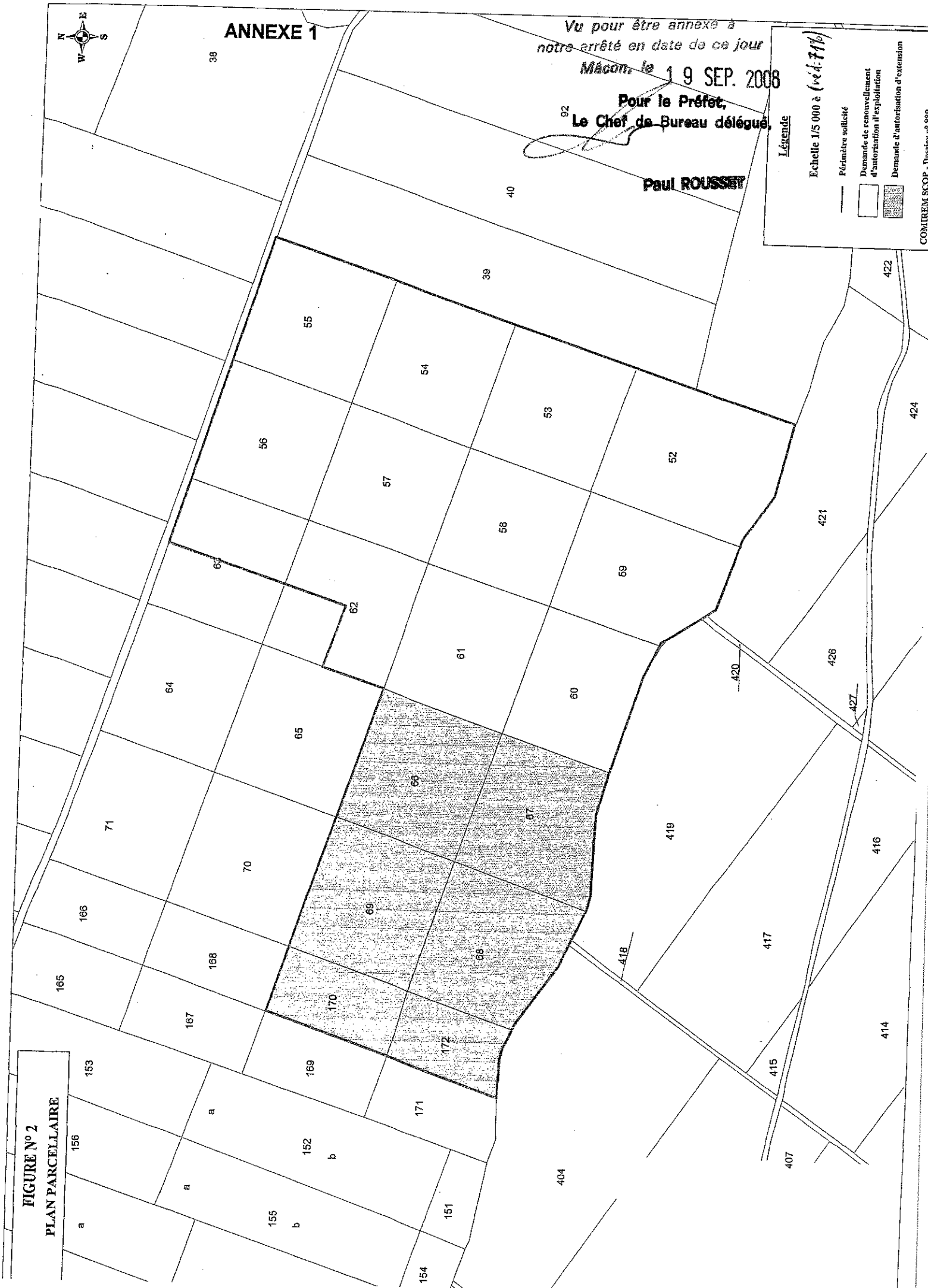
Légende

Echelle 1/5 000 e (vél. 7116)

- Périmètre sollicité
- Demande de renouvellement d'autorisation d'exploitation
- ▨ Demande d'autorisation d'extension

COMIREM SCOP - Dossier n° 900

FIGURE N° 2
PLAN PARCELLAIRE



ANNEXE 2 (page 1/6)

Légende

Echelle 1/5 000 à (révisé 71%)

— Périmètre sollicité

COMIREM SCOP - Dossier n° 889



Mâcon, le 19 SEP. 2008

Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau délégué,

Paul ROUSSET

Légende

Echelle 1/5 000 e (vél: 7/10)

Périmètre sollicité

COMIREM SCOP - Dossier n° 889



Légende

Echelle 1/5 000 à (red: 714)

----- Périmètre sollicité

COMIREM SCOP - Dossier n° 889



Vu pour être annexé à
ANNEXE 2 (page 4/6) notre arrêté en date de ce jour
Mâcon, le **19 SEP. 2008**
Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau délégué,

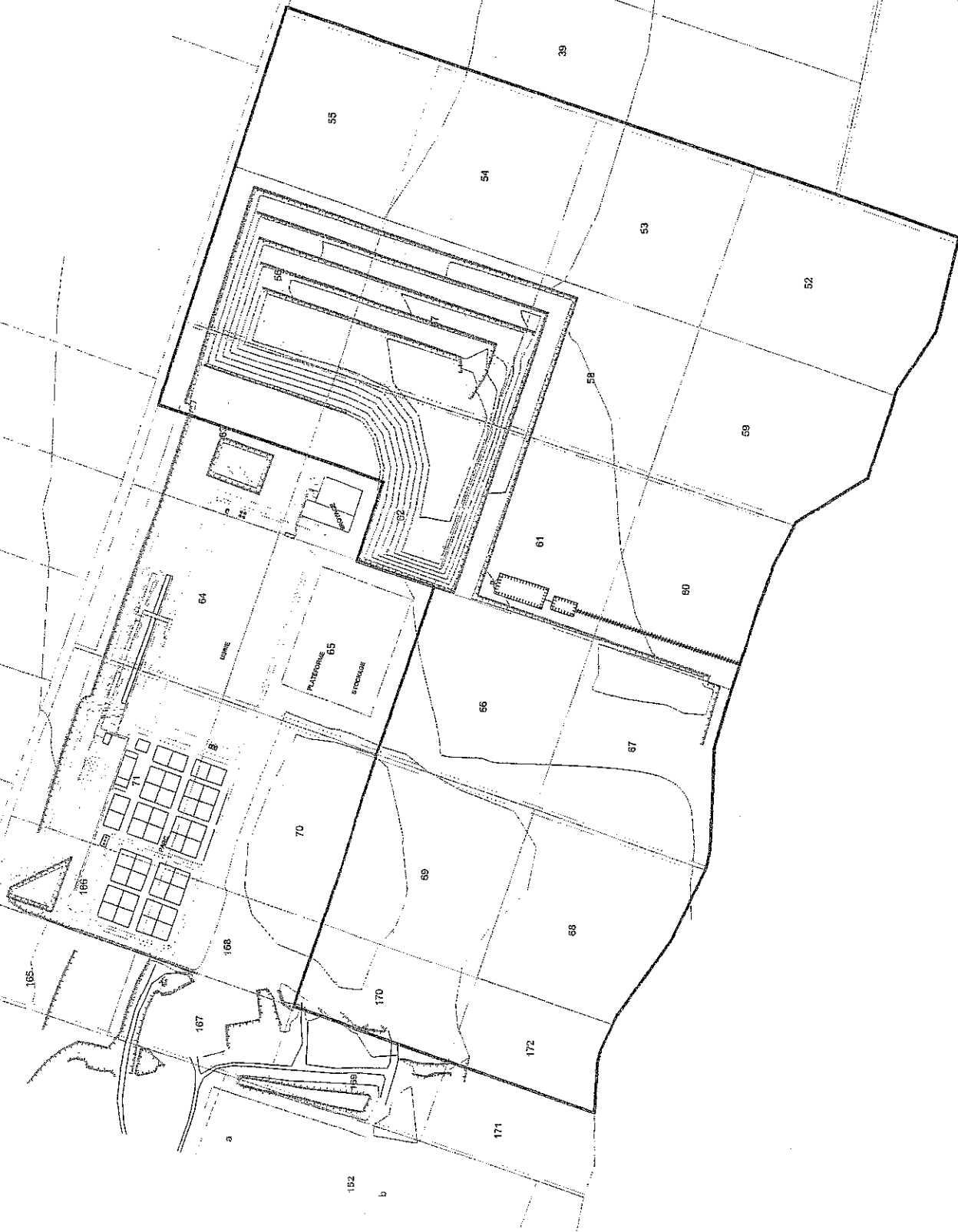
Paul ROUSSET

Légende

Echelle 1/5 000 à (red-746)

Périmètre sollicité

COMIREM SCOP - Dossier n° 889

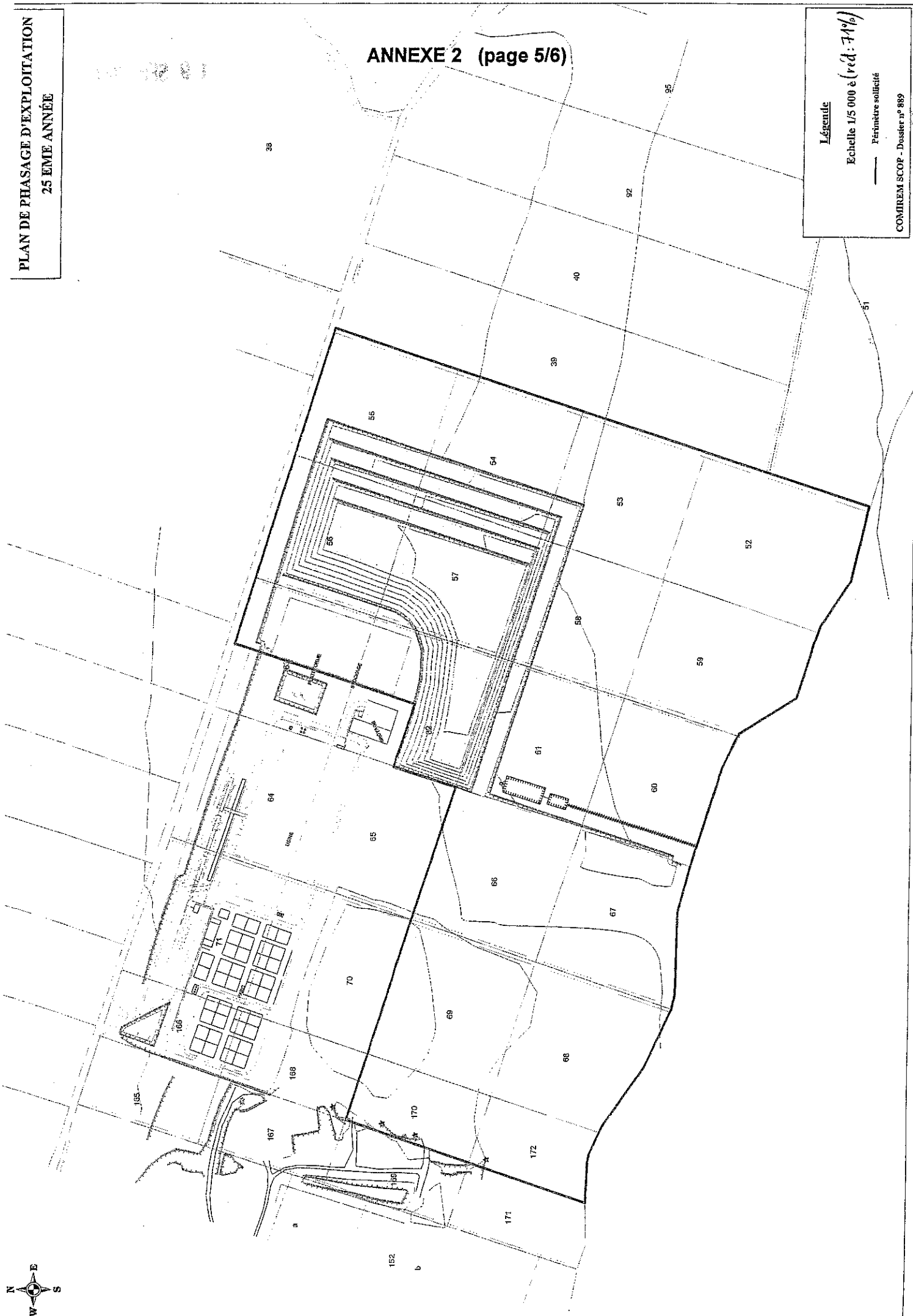


Légende

Echelle 1/5 000 à (red: 71%)

— Périmètre sollicité

COMIREM SCOP - Dossier n° 889



Mâcon, le 19 SEP. 2008

Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau délégué,

Paul ROUSSET

Légende

Echelle 1/5 000 à (Nid: 746)

— Périmètre sollicité

COMIREM SCOP - Dossier n° 889

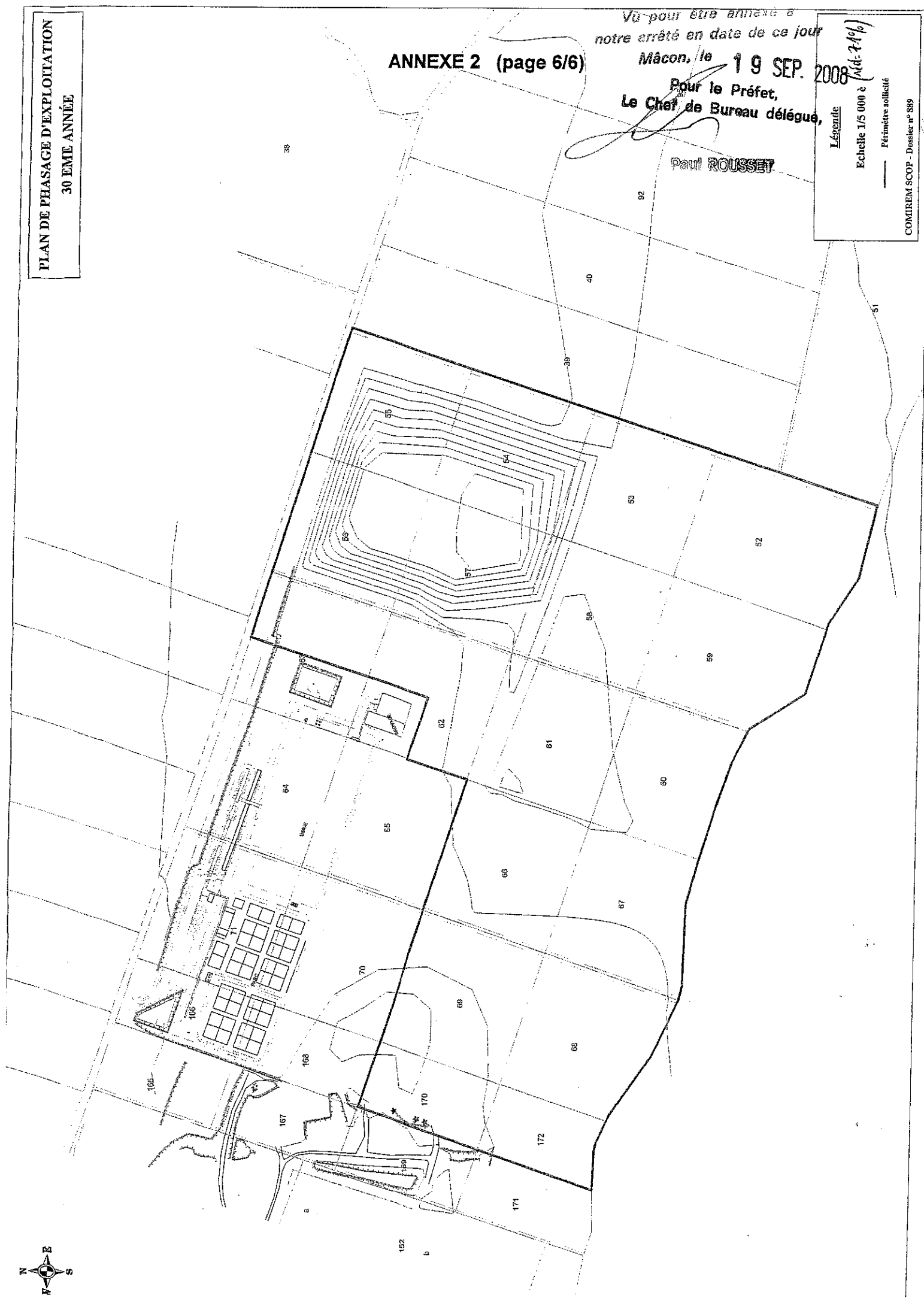
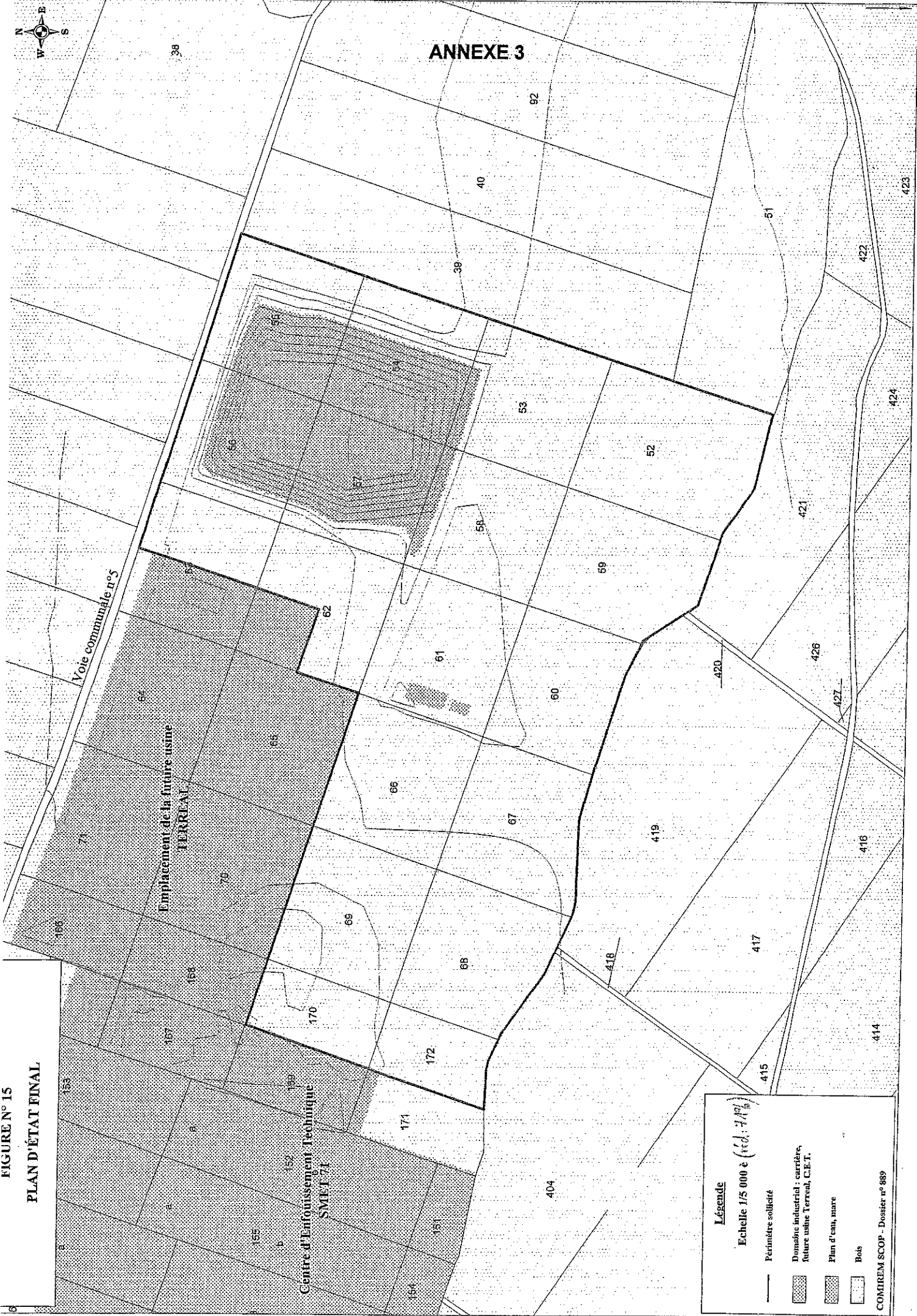


FIGURE N° 15
PLAN D'ÉTAT FINAL



Légende

Echelle 1/5 000 e (v.c.d. 3/1/86)

- Périmètre sollicité
- Domaine industriel : carrières, future usine Terréal, C.E.T.
- Plan d'eau, mare
- Bols

COMIREM SCOP - Dossier n° 889